

Un débat passionné sur le budget 2019

Majorité et opposition se sont empoignées sur le budget 2019, en commission de la Chambre. Mais le débat sera aussi social.

Le budget 2019 a déchaîné les passions ce mercredi à la Chambre, au lendemain de sa confection par le gouvernement. Les accusations ont volé, ciblant « l'appauvrissement des plus fragiles » et les « mensonges ».

Le Premier ministre, Charles Michel, entouré de plusieurs ministres, a présenté à la commission des Finances une synthèse des mesures décidées par son gouvernement.

Parmi elles, le « jobs deal ». Ce plan comporte 28 points, dont un cristallise les passions : l'augmentation durant six mois des allocations de chômage avant

l'accélération de leur dégressivité vers un montant forfaitaire. Selon le ministre de l'Emploi Kris Peeters, il s'agit à la fois d'activer davantage les demandeurs d'emploi et de simplifier un système particulièrement compliqué. D'ici à novembre, le vice-Premier ministre CD&V préparera les modalités de mise en œuvre du système.

« Mesure idéologique », a dénoncé Gilles Vanden Burre (Écolo) : aucune étude ne démontre le lien entre la diminution d'une allocation et le fait de trouver un emploi.

Kris Peeters a appelé chacun à attendre ses propositions précises avant « d'effrayer les gens » en leur annonçant, comme l'a fait Ahmed Laaouej (PS), qu'ils vont tomber sous le seuil de pauvreté, « ce qui ne sera pas le cas ».

« L'arrogance ne suffit pas pour transformer des mensonges en vérité », a lancé le Premier ministre.

Mise en Bourse et fraude fiscale

La mise en Bourse de 30 % de Belfius aura-t-elle lieu si la Commission européenne recale le dispositif d'indemnisation des coopérateurs d'Arco, a encore interrogé l'opposition. La réponse est demeurée vague. Un dialogue est en cours avec l'Europe, a expliqué Charles Michel. En ajoutant que « ce n'est pas le rôle de l'État belge de gérer une banque sur le long terme ».

Pour faire pendant aux mesures sociales, le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), a annoncé de nouvelles mesures en matière de lutte contre la fraude fiscale, dont il escompte 150 millions de recettes.

Ces mesures visent les sociétés étrangères, américaines, françaises ou néerlandaises qui cèdent gratuitement ou à prix réduit des actions à leur filiale belge, sans établir de fiche fiscale à ce propos. D'autres portent sur l'échange international d'informations financières. Et les dernières, à préciser, découlent des Panama Papers. ■

FGTB

« Empêcher un hold-up social en huit mois »

● **Philippe LERUTH**

Le président de la FGTB, Robert Verteneuil, l'a annoncé : la rentrée sociale sera chaude. Le syndicat socialiste n'est pas à prendre avec des pincettes : « Les vingt-six mesures décidées par le gouvernement sont un cadeau fait à la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), à l'approche des échéances électorales », s'indigne Nicolas Depret, le porte-parole de Robert Verteneuil.

Faire coïncider l'offre et la demande de travail, en orientant des demandeurs d'emploi vers des métiers en pénurie ? « Vendredi dernier, nous avons présenté au Premier ministre l'accord conclu à ce sujet en Groupe des Dix, reprend Nicolas Depret. Et voilà aujourd'hui qu'il nous sort des mesures complètement différentes :

une fois de plus, c'est sur la concertation sociale que le gouvernement s'assied ».

Vers un gel des salaires

Les syndicats ont dénoncé la dégressivité accélérée des allocations de chômage. « Mais il y a aussi la modification du mécanisme des salaires, qui vise à un gel des salaires après le gel de l'index : un cadeau fait au VOKA, le patronat flamand, qui avait présenté cette revendication en décembre », stigmatise le porte-parole de Robert Verteneuil.

L'idée est de remplacer un système de barèmes basé sur l'ancienneté par un mécanisme fondé sur la compétence et la productivité des travailleurs : « Qui en jugera ? », interroge Nicolas Depret. « Et quel sera l'effet de ce nouveau système sur la compétitivité des entreprises ? Aucune étude

ne le démontre ! Alors que la productivité a augmenté dans des entreprises où l'évolution des salaires s'inscrit dans des barèmes, connus de tous, et qui donnent une prévisibilité aux travailleurs ».

Autre mesure indigeste pour la FGTB dans le « catalogue des horreurs » gouvernementales : la création d'un service d'intérêt général pour les chômeurs de longue durée, « alors que la Cour constitutionnelle a déclaré il y a deux mois anticonstitutionnel un projet similaire » pour d'autres allocataires sociaux.

Un mouvement social d'ampleur ne s'improvise pas pendant les vacances : le

syndicat socialiste fourbit ses armes pour « chauffer » la rentrée. Dès son retour de vacances, le 20 août, Robert Vertenueil fera le tour des régionales et des centrales de la FGTB et mettra au point une « réplique forte au hold-up social que le gouvernement veut organiser en huit mois ».

Avec d'abord les élections communales en ligne de mire ? « Toutes ces mesures ne figuraient pas dans le programme gouvernemental : les partis devraient assumer leurs opinions et les soumettre aux électeurs. D'abord aux élections communales où la FGTB ne recommandera pas le vote pour le MR ». Sans surprise... ■

UCM

« La dégressivité OK, mais ce n'était pas le bon moment »

● Jean-Christophe HERMINAIRE

Au vu du ton utilisé par le patron de la FGTB, nul doute : la rentrée sociale promet d'être bouillante, cela ne fait aucun doute pour Pierre-Frédéric Nyst, le président de l'UCM. Pas tendre envers le syndicat socialiste.

« Je n'ai de leçon à donner à personne, dit-il, chacun maîtrise sa communication, mais ce n'est pas du tout la façon dont je considère que l'on fait de la lutte syndicale. C'est mauvais à deux niveaux. D'abord Robert Vertenueil s'exprime seul ; la CSC a été beaucoup plus modérée. Ensuite, il utilise un langage guerrier, violent. En 2018, ce genre de discours est celui d'un syndicalisme dépassé. Ils vont se mettre à dos l'ensemble de la population. »

En même temps, Pierre-Frédéric Nyst doit bien déplorer le « timing » du gouvernement, et cette « peau de banane » de la dégressivité des allocations de chômage. « On n'est pas contre la dégressivité », note-t-il, mais « ce n'était pas le bon moment. Nous sortions juste d'un accord avec le groupe des Dix. »

Point positif pour l'UCM : cette dégressivité des allocations sera gelée quand le chômeur se lance dans une formation à un métier en pénurie. Ce qui, avec l'acceptation de la défiscalisation de la prime régionale wallonne annoncée par le ministre Jeholet, « devrait permettre à davantage de demandeurs d'emploi de se lancer dans une formation en alternance de plusieurs années, avec moins d'appréhension. »

Globalement, les mesures annoncées par le gouvernement dans le « jobs deal » sont appréciées par l'Union des classes moyennes. En particulier l'extension de 130 à 184 heures supplémentaires ouvrant le droit à des réductions de charge fiscale, dans les métiers en pénurie. « Un signal positif ».

Ceci dit, l'UCM estime quand même que les spécificités des PME ne sont pas suffisamment prises en compte. « Les PME pouvaient espérer davantage. » Le gros point noir concerne l'outplacement que le gouvernement impose en cas de rupture de contrat pour force majeure médicale. Un coût de 1 800 € à charge de l'employeur « doublement condamné ».

« Nous estimons qu'il est anormal d'aller pénaliser l'employeur alors que c'est le corps médical qui décide. Et neuf fois sur dix, cela arrange tout le monde », commente Pierre-Frédéric Nyst, qui se dit « désarçonné » par cette mesure, même si, reconnaît-il, « elle concerne très peu de cas ». Moins de 1 % des ruptures de contrat. « Le gros problème des PME, c'est l'absentéisme et cette mesure n'apportera pas de réponse à la problématique des absences de longue durée. » Si ce point « ne vaut pas une guerre », l'UCM demande que les PME de moins de 50 travailleurs soient dispensées de cet outplacement à 1 800 €.

L'UCM se plaint aussi que l'évaluation de la réforme de l'impôt des sociétés, promise pour l'été, n'a pas été mise en œuvre. « Et très franchement, cette évaluation n'aura jamais lieu », déplore le président. ■